



Recueil des Arrêtés du Maire

Affichage
Du 28 juillet 2026
Au 30 septembre 2026
inclus

COMMUNE DE CABOURG**ARRETE DU MAIRE****Le Maire de la commune de Cabourg,**

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 2,

VU le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et notamment son article 5,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2212-23,

VU le procès-verbal de la séance d'installation du conseil municipal qui s'est tenue le 20 mars 2026 constatant l'élection de Monsieur Emmanuel PORCQ en qualité de Maire,

VU la délibération en date du 20 mars 2026 portant élection des Adjoints au Maire,

VU la délibération en date du 20 mars 2026 portant délégations attribuées au Maire par le conseil municipal en vertu de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT que l'article 2 de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique indique que constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction,

CONSIDERANT que lorsqu'ils estiment se trouver dans une telle situation les personnes titulaires de fonctions exécutives locales sont suppléées par leur délégataire, auquel elles s'abstiennent d'adresser des instructions,

CONSIDERANT qu'à cet effet, le décret n°2014-90 précise que lorsqu'ils estiment se trouver en situation de conflit d'intérêts, qu'ils agissent en vertu de leurs pouvoirs propres ou par délégation de l'organe délibérant, les maires prennent un arrêté mentionnant la nature des questions pour lesquelles ils estiment ne pas devoir exercer leurs compétences et désignent, dans les conditions prévues par la loi, la personne chargée de les suppléer,

Par dérogation aux règles de délégation prévues aux articles L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales, ils ne peuvent adresser aucune instruction à leur délégataire,

CONSIDERANT qu'en sa qualité de président de l'office de tourisme, le maire se trouve en situation de conflit d'intérêt pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget, dès lors que les marchés concernent l'office de tourisme communal.

CONSIDERANT que ces circonstances sont de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de sa fonction de Maire,

CONSIDERANT dès lors qu'à cet effet, le décret n°2014-90 précise que les Maires prennent un arrêté mentionnant la teneur des questions pour lesquelles la personne en situation de conflit d'intérêts ne doit pas exercer ses compétences,

ARRETE,**Article 1 :**

Afin de prévenir le risque de conflit d'intérêt, en application de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et du décret n°2014-90 du 31 janvier 2014, Monsieur le Maire, qui bénéficie d'une compétence déléguée par le conseil municipal en matière de préparation, de passation, d'exécution et de règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget, s'abstiendra de participer, d'une quelconque façon que ce soit, à ce type de décisions en lien avec l'office de tourisme communal.

En application de la délibération en date du 20 mars 2026 portant délégations attribuées au Maire par le conseil municipal en vertu de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, Monsieur DELANOE Sebastien est désigné pour prendre tous les actes administratifs qui concernent la préparation,

la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les actes concernent l'office de tourisme communal.

Dans ce cadre et par dérogation aux règles de délégation prévues aux articles L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales, aucune instruction ne peut être adressée à Monsieur DELANOE Sébastien.

Article 2 : Tout recours contentieux contre le présent arrêté doit être formé auprès du Tribunal administratif de Caen dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage.

Fait à CABOURG, le six juillet deux mille vingt six

Le Maire,
Emmanuel PORCQ



Le Maire de la Commune de Cabourg,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU la demande en date du 13 juillet 2026, présentée par Madame Christine Cornuez, domiciliée 6 Avenue de la Brèche-Buhot – résidence Cabourg 2000 – immeuble Daphné n°3, sollicitant l'autorisant de faire circuler un véhicule de 15m3 sur la Promenade Marcel Proust, le 21 juillet, à partir de 13h00 jusqu'à 18h00,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures de Police touchant au stationnement et à la circulation,

A R R E T E :

Article 1 : Madame Christine Cornuez est autorisée à faire circuler sur la Promenade Marcel Proust un véhicule de 15m3, le 21 juillet, à partir de 13h00 jusqu'à 18h00. L'accès à la Promenade Marcel Proust se fera via le boulevard des Diablotins.

Article 2 : En cas d'inexécution de la livraison dans ces délais, l'autorisation sera réputée retirée, sauf reconduction expresse consentie par le Maire.

Article 3 : Pendant la durée de la livraison, les ouvrages et autres dépôts de matériaux devront laisser libre accès aux immeubles et aux bouches d'incendies, et permettre l'écoulement des eaux. En aucun cas, la chaussée de la voie communale susvisée ne devra être obstruée de quelque façon que ce soit.

Article 4 : Tous les matériaux devront être enlevés au plus tard à 18 heures afin de dégager la voie publique. Les frais qui résulteraient d'une remise en état de la voie publique seront à la charge du permissionnaire.

Article 5 : La présente autorisation, en raison de la domanialité publique des lieux, est délivrée à titre précaire et révocable. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 6 : La publicité dans le périmètre du SPR est interdite.

Article 7 : Le permissionnaire assurera la signalisation de son chantier.

Article 8 : La présente autorisation sera retirée, en cas de non-respect des prescriptions énoncées ci-dessus

Article 9 : Les véhicules contrevenant aux prescriptions de cet arrêté municipal et gênant ainsi le bon déroulement du déménagement, pourront faire l'objet d'un enlèvement par le service de la fourrière à la diligence des services de la police municipale, au titre de l'article R.417-10, II 10° du code de la route, aux frais des contrevenants.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié au registre des actes administratifs et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 11 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 12 : Transmission du présent arrêté pour information et exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGÉ,
- Madame la Directrice Générale des Services de CABOURG,
- Les Services Techniques de CABOURG,
- Le Demandeur.

Fait à CABOURG, le 16 juillet 2026

**Pour le Maire et par délégation
Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité**



Jean-Pierre TOILLIEZ

ARRETE DU MAIRE

Autorisation d'occupation temporaire du domaine public

Le Maire de la ville de Cabourg ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213.1 à L.2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-1 à R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté Municipal en date du 10 avril 2009 réglementant l'occupation du domaine public ;

VU la décision du Maire n°25/205 en date du 17 décembre 2025, établissant le tarif d'occupation privative du Domaine Public Communal ;

VU l'arrêté 26/147 autorisant Monsieur Brandon LE VERD, exploitant un spectacle de marionnettes, à occuper le domaine public dans le parc de l'Aquilon, pour l'implantation d'un chapiteau d'une surface de 56 m² et une remorque, les 4-5-11-12-13-18-19-25-26 juillet 2026 et 1-2-8-9-15-16-22-23-28-29 août 2026 ;

VU l'arrêté 26/538 fermant le parc de l'Aquilon pour cause de présence de rats,

CONSIDERANT une opération de dératisation dans le parc de l'Aquilon, qui a empêché Monsieur Le Verd d'exploiter les 4 et 5 juillet 2026,

A R R E T E :

Article 1 : L'article 6 de l'arrêté 26/147 est modifié comme suit : « Le permissionnaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public conformément au tarif fixé par la décision du Maire n° 25/205.

Pour l'année 2026, la redevance est calculée comme suit :

- 17 jours d'exploitation & tarif journalier : 37 € ;
- montant total dû : 629 €.

Le règlement sera effectué directement auprès du placier du marché.

Article 2 : Les autres dispositions de l'arrêté 26/147 demeurent inchangées.

Article 3 : AMPLIATION du présent arrêté sera transmise pour exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de la ville de CABOURG
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGÉ
- Madame la Directrice des Services Généraux de la ville de CABOURG
- L'Entreprise.

Cabourg, le 16 juillet 2026



**Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité
Jean-Pierre TOILLIEZ**

Le Maire de la Commune de Cabourg,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Collectivités Locales, complétée et modifiée par la loi n° 82 623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 juillet 1983,

VU le Code de la Route et notamment les articles R.110 -1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4,

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I – quatrième partie- signalisation de prescription approuvée par l'arrêté interministériel du 7 Juin 1977 modifiée et complétée,

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, huitième partie- signalisation temporaire approuvée par l'arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée,

VU la demande en date du 15 juillet 2026, présentée par Monsieur Samuel SURRIER, représentant la société EDTPE (n° SIRET 501335285, n° APE4312A - TSA 70011 chez Sogelink,69134 Dardilly), afin de réaliser un branchement sur câble souterrain, 20-22 avenue de la Divette, à partir du 3 août jusqu'au 7 août 2026,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures de Police touchant au stationnement,

A R R E T E :

Article 1 : Au droit du chantier et selon son avancement, le stationnement sera interdit et la chaussée sera empiétée, 20-22 avenue de la Divette, à partir du 3 août jusqu'au 7 août 2026.

Article 2 : Conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière figurant sous le titre « Huitième partie : signalisation temporaire » (arrêté du 6 novembre 1992), la signalisation sera conforme aux prescriptions définies et elle sera matérialisée et maintenue en place sous la responsabilité la société en charge du chantier de jour comme de nuit. L'entreprise sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, de même pour toute autre raison liée au chantier.

Article 3 : Pendant la durée de ces travaux, les ouvrages, échafaudages et autres dépôts de matériaux devront laisser libre accès aux immeubles et aux bouches d'incendies, et permettre l'écoulement des eaux.

Article 4 : Pendant la durée des travaux et à leur achèvement, la société prendra à sa charge de nettoyer quotidiennement les voies de circulation piétonnes et routières aux abords du chantier (terre et de gravats). A défaut, le nettoyage sera effectué et facturé par la

commune. De plus, les frais qui résulteraient d'une remise en état de la voie publique seront à la charge du permissionnaire.

Article 5 : Les véhicules contrevenant aux prescriptions de cet arrêté municipal et gênant ainsi le bon déroulement des travaux, pourront faire l'objet d'un enlèvement par le service de la fourrière à la diligence des services de la police municipale, au titre de l'article R.417-10, II 10° du code de la route, aux frais des contrevenants.

Article 6 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : La publicité dans le périmètre du SPR est interdite.

Article 8 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 9 : Conformément à l'article R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 10 : AMPLIATION du présent arrêté sera transmise pour exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGE,
- Madame la Directrice Générale des Services de CABOURG,
- Les Services Techniques de CABOURG,
- l'Entreprise.

Fait à CABOURG, le 16 juillet 2026

Pour le Maire et par
délégation,
Le Conseiller Municipal
délégué au civisme et à la
sécurité




Jean-Pierre TOILLIEZ

Le Maire de la commune de CABOURG ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 à L.2212-5, et L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU le Code pénal, notamment son article R.610-5 ;

VU le Code de la santé publique, notamment ses dispositions relatives à l'ivresse publique et manifeste ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU l'arrêté municipal n°22.164 du 9 mai 2022 portant interdiction de la consommation d'alcool sur le territoire de la commune de Cabourg ;

CONSIDÉRANT que la commune de Cabourg organise, le samedi 22 août 2026, la manifestation « Dîner sur la digue », rassemblant un nombre important de participants et de spectateurs sur la Promenade Marcel Proust ainsi que sur les espaces publics attenants ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police administrative générale, de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité des participants, des spectateurs, des riverains et des usagers de la voie publique, de prévenir tout risque d'accident, de faciliter l'intervention des services de secours et de garantir le bon déroulement de la manifestation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, à titre exceptionnel et uniquement pendant la durée de la manifestation, de déroger à l'arrêté municipal du 9 mai 2022 interdisant la consommation d'alcool sur le territoire communal, afin de permettre le déroulement de cette manifestation conviviale, tout en maintenant les pouvoirs de contrôle des forces de l'ordre en matière d'ivresse publique et manifeste et de préservation de l'ordre public.

ARRETE :

Article 1 : La société GL EVENTS, chargée de l'organisation de la manifestation, est autorisée à circuler avec leurs véhicules sur la Promenade Marcel Proust les 22 et 23 août 2026, dans le strict cadre des opérations de montage, de déroulement et de démontage de la manifestation.

Article 2 : Le stationnement de tous les véhicules, à l'exception des véhicules de secours, de sécurité, des services publics et des véhicules dûment autorisés participant à la manifestation, est interdit du 21 août 2026 à 9h au 23 août 2026 à 6h :

- Boulevard des Diablotins, entre l'avenue de l'Aiglon et l'avenue des Voiliers ;
- Sur le parking situé avenue Pasteur, entre l'avenue du Commandant Touchard et la promenade Marcel Proust.

Article 3 : Le stationnement et la circulation de tous les véhicules, à l'exception des véhicules de secours, de sécurité, des services publics et des véhicules participant à la manifestation, sont interdits le 22 août 2026 sur le parking de l'Hôtel de Ville, face à la salle des fêtes.

Article 4 : Le stationnement de tous les véhicules, à l'exception des véhicules de secours, de sécurité, des services publics et des véhicules participant à la manifestation, est interdit le 22 août 2026 de 08h à 24h :

- avenue des Devises, entre l'avenue du Maine et la Promenade Marcel Proust ;
- parking situé avenue de la Brèche Buhot, entre l'avenue Maréchal Foch et la Promenade Marcel Proust ;
- avenue André Prempain, entre l'avenue Maréchal Foch et la Promenade Marcel Proust ;
- parking situé avenue de la libération ;
- avenue Durand Morimbau, entre l'entrée carrossable du bâtiment O de la résidence Cap Cabourg et la descente à bateaux.

Article 5 : La circulation de tous les véhicules, à l'exception des véhicules de secours, de sécurité, des services publics et des véhicules participant à la manifestation, est interdite le 22 août 2026 de 08h à 24h :

- avenue des Devises, entre la résidence des Bizontines et la Promenade Marcel Proust ;
- avenue André Prempain, entre l'avenue Maréchal Foch et la Promenade Marcel Proust ;
- avenue Pasteur, entre l'avenue du Commandant Touchard et la Promenade Marcel Proust ;
- avenue Durand Morimbau, entre l'entrée carrossable du bâtiment R de la résidence Cap Cabourg et la descente à bateaux.

Article 6 : La circulation sur la piste cyclable de la Promenade Marcel Proust est interdite le 22 août 2026 de 18h à 24h.

Article 6 : Par dérogation aux dispositions de l'arrêté municipal n°22.164 du 09 mai 2022, la consommation de boissons alcoolisées est autorisée sur la Promenade Marcel Proust et sur la plage, le 22 août 2026 de 18h à 24h, dans le seul cadre de la manifestation « Dîner sur la digue ». Cette dérogation ne fait pas obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à la protection de l'ordre public, notamment celles relatives à l'ivresse publique et manifeste. Les forces de l'ordre demeurent habilitées à intervenir à l'encontre de toute personne dont le comportement serait de nature à troubler l'ordre public ou à compromettre la sécurité des personnes.

Article 7 : La signalisation réglementaire nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place, entretenue et déposée par les services municipaux, sous leur responsabilité.

Article 8 : Les véhicules contrevenant aux prescriptions de cet arrêté municipal, seront considérés comme gênant, et pourront faire l'objet d'un enlèvement par le service de la fourrière à la diligence des services de la police municipale, au titre de l'article R.417-10, II 10° du code de la route, aux frais des contrevenants.

Article 9 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 11 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée pour exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police Nationale de DIVES-SUR-MER,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS-EN-AUGE,
- Madame la Directrice Générale des Services de la commune de CABOURG,
- Le Service Événementiel de CABOURG.

Fait à Cabourg, le 16 juillet 2026

**Pour le Maire et par délégation
Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité**



Jean-Pierre TOILLIEZ

Le Maire de la commune de CABOURG,

VU l'article L.2212-11, L.2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU le décret n°2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

VU l'arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre, modifié ;

VU l'arrêté préfectoral n°2024/068/NM en date du 08.10.2024, portant délivrance de l'agrément pour l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement de la catégorie 4 et des articles pyrotechniques destinés au théâtre de la catégorie T2, à monsieur Mickaël RUALLEM ;

VU l'arrêté préfectoral n°50-2024-069-SIDPC en date du 14.10.2024 portant délivrance du certificat de qualification F4-T2 délivré à monsieur Mickaël RUALLEM ;

VU l'arrêté préfectoral n°2024/064/NM en date du 08.10.2024, portant délivrance de l'agrément pour l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement de la catégorie 4 et des articles pyrotechniques destinés au théâtre de la catégorie T2, à madame Ambre BACHELEY ;

VU l'arrêté préfectoral n°50-2024-065-SIDPC en date du 14.10.2024 portant délivrance du certificat de qualification F4-T2 délivré à madame Ambre BACHELEY ;

VU les récépissés de déclaration de spectacle pyrotechnique délivrés par la Préfecture du Calvados, enregistrés sous les numéros 2026/105 et 2026/110 ;

CONSIDÉRANT l'organisation, pour le compte de la société SETF (Société d'Encouragement à l'élevage du Trotteur Français), de spectacles pyrotechniques tirés depuis l'hippodrome de Cabourg les 28 juillet 2026 et 25 août 2026 ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens, le maintien du bon ordre et la prévention des risques liés à la préparation et au déroulement de ce spectacle ;

CONSIDÉRANT que la société LOCATECH ARTIFICE présente les garanties techniques et professionnelles requises pour assurer l'exécution du tir ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre toutes mesures propres à assurer le maintien du bon ordre et à prévenir tout accident à l'occasion de la préparation et du déroulement du feu d'artifice visé, ci-dessus.

ARRETE :

ARTICLE 1 : La société LOCATECH ARTIFICE, sise 112 rue Geoffroy de Montbray - 50200 COUTANCES, est autorisée à mettre en œuvre et à tirer deux spectacles pyrotechniques de catégorie C4, pour le compte de la société « SETF », le 28 juillet 2026 à partir de 23h15, et le 25 août 2026 à partir de 23h depuis l'hippodrome de Cabourg.

ARTICLE 2 : Le responsable de l'exécution du tir sera :

Le 28.07.2026 : monsieur Mickaël RUALLEM ;

Le 25.08.2026 : madame Ambre BACHELEY.

Ils seront chargés de veiller au respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires et des mesures de sécurité relatives à la préparation, à la manipulation, au stockage temporaire et à la mise en œuvre des artifices.

ARTICLE 3 : Chaque responsable du tir, en sa qualité de responsable de tir, prendra toutes les dispositions nécessaires au respect des règles de sécurité applicables à l'organisation du spectacle pyrotechnique.

Il sera chargé de la mise en place d'un périmètre de protection de la zone pyrotechnique et de sécurité, à l'intérieur duquel le public aura interdiction formelle de pénétrer durant le temps nécessaire pour la préparation et le tir des feux d'artifice. La levée de cette interdiction sera décidée par la personne responsable du tir.

ARTICLE 4 : Ces dispositions seront matérialisées réglementairement par les soins et sous l'entière responsabilité de la société « LOCATECH ARTIFICE ».

ARTICLE 5 : La société LOCATECH ARTIFICE demeure responsable des dommages qui pourraient résulter d'un manquement aux prescriptions réglementaires ou aux mesures de sécurité mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du tir.

Elle atteste être couverte par une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle pour les risques liés à cette activité.

ARTICLE 6 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront déferées aux autorités compétentes.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée pour exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police Nationale de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGÉ,
- Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de CABOURG,
- Le service évènementiel de la commune de CABOURG.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée pour information à :

- Sous-Préfecture de LISIEUX,
- CROSS de JOBOURG.

Fait à Cabourg, le 17 juillet 2026

**Pour le Maire et par délégation
Le Conseiller Municipal délégué
au civisme et à la sécurité**



Jean-Pierre TOILLIEZ.

Le Maire de la commune de CABOURG ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 à L.2212-5, et L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie - marques sur chaussées - approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU l'organisation de deux spectacles pyrotechniques tirés depuis l'hippodrome de Cabourg, les 28 juillet 2026 et 25 août 2026 ;

CONSIDÉRANT que ces manifestations sont susceptibles de rassembler un public nombreux aux abords du site de tir et des axes de circulation environnants ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens, de prévenir tout risque d'accident et de garantir le bon déroulement de ces manifestations ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en conséquence, de réglementer temporairement le stationnement et la circulation des véhicules sur l'avenue de l'Hippodrome, dans sa partie comprise entre les deux accès à l'avenue Michel d'Ornano.

ARRETE :

Article 1 : Le stationnement de tous les véhicules, à l'exception de ceux des services de secours, de police, de sécurité, des services municipaux et des véhicules dûment autorisés, est interdit sur l'avenue de l'Hippodrome, dans sa partie comprise entre les deux accès à l'avenue Michel d'Ornano :

- le 28 juillet 2026 de 08h à 24h ;
- le 25 août 2026 de 08h à 24h.

Article 2 : La circulation de tous les véhicules, à l'exception de ceux des services de secours, de police, de sécurité, des services municipaux et des véhicules dûment autorisés, est interdite sur l'avenue de l'Hippodrome, dans sa partie comprise entre les deux accès à l'avenue Michel d'Ornano :

- du 28 juillet 2026 à 21h jusqu'au 29 juillet 2026 à 00h30 ;
- du 25 août 2026 à 21h jusqu'au 26 août 2026 à 00h30.

Cette interdiction pourra être levée par anticipation dès lors que les conditions de sécurité le permettront, sur décision des services de police.

Article 3 : Les prescriptions du présent arrêté seront matérialisées par une signalisation réglementaire mise en place, entretenue et retirée par les services municipaux, sous la responsabilité de la Ville de Cabourg.

Article 4 : Les véhicules contrevenant aux prescriptions de cet arrêté municipal, seront considérés comme gênant, et pourront faire l'objet d'un enlèvement par le service de la fourrière à la diligence des services de la police municipale, au titre de l'article R.417-10, II 10° du code de la route, aux frais des contrevenants.

Article 5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 7 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée pour exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police Nationale de Dives-sur-Mer ;
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de CABOURG ;
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS-EN-AUGE ;
- Madame la Directrice Générale des Services de la commune de CABOURG ;
- Le service évènementiel de la commune de CABOURG.

Fait à Cabourg, le 17 juillet 2026



**Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité**

Jean-Pierre TOILLIEZ

Le Maire de la Ville de Cabourg ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU l'arrêté 24/706 interdisant la circulation et le stationnement des autocars dans la zone de l'éventail encadrée par le boulevard des Diablotins, l'avenue du Général de Gaulle, l'avenue du Général Leclerc et de la Digue de la Dives, sauf dérogation particulière ;

VU la demande en date du 8 juillet 2026, présentée par Madame Fanny CASSIGNEUL, représentant le Grand Hôtel de Cabourg, sollicitant l'autorisation de faire circuler des bus de tourisme de la société SUNNY TOURISME, dans l'éventail de Cabourg afin d'accéder au Grand Hôtel, à partir du 16 août jusqu'au 18 août 2026,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers et de prévenir tout accident ;

CONSIDERANT que, dans l'intérêt de la commodité de la circulation et de la sécurité des voies publiques, il appartient à l'autorité municipale de réglementer le stationnement et la circulation des véhicules de transports en commun de telle manière que la circulation ne subisse aucun inconvénient appréciable.

A R R E T E :

Article 1 : La société SUNNY TOURISME est autorisée à faire circuler un bus de tourisme dans l'éventail de Cabourg le temps de la dépose-minute de clients du Grand Hôtel dans les Jardins du Casino, et à faire stationner le bus de tourisme rue Galiléo Galilée, à partir du 16 août jusqu'au 18 août 2026.

Article 2 : Le bus empruntera le chemin suivant depuis la D400 afin de déposer les passagers au Grand Hôtel de Cabourg : l'avenue de l'Hippodrome, l'avenue Général Leclerc, l'avenue Alfred Piat. La dépose des passagers se fera devant le Grand Hôtel dans les Jardins du Casino.

Le bus stationnera rue Galileo Galilée, sur le parking situé à gauche. Pour s'y rendre, le bus empruntera l'avenue du Commandant Touchard, l'avenue Pasteur, puis la rue Galiléo Galilée.

Afin de récupérer les passagers au Grand Hôtel, le bus empruntera l'avenue Pasteur, et l'avenue Alfred Piat.

Pour repartir le bus empruntera l'avenue du Commandant Touchard, l'avenue Pasteur, l'avenue du Général Leclerc, l'avenue Guillaume le Conquérant, et la D400.

Article 3 : La présente autorisation, en raison de la domanialité publique des lieux, est délivrée à titre précaire et révocable. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 4 : La présente autorisation sera retirée, en cas de non-respect des prescriptions énoncées ci-dessus

Article 5 : Les frais qui résulteraient d'une remise en état de la voie publique seront à la charge du permissionnaire.

Article 6 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au registre des actes administratifs et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 8 : Conformément à l'article R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 9 : Ampliation du présent arrêté pour information et exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGER,
- Madame la Directrice Générale des Services de CABOURG,
- Services Techniques de CABOURG,
- Entreprise.

Fait à Cabourg, le 17 juillet 2026

Pour le Maire et par
délégation

Le Conseiller Municipal
délégué au civisme et à la
sécurité



Jean-Pierre TOILLIEZ

Le Maire de la Ville de Cabourg ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU l'arrêté 24/706 interdisant la circulation et le stationnement des autocars dans la zone de l'éventail encadrée par le boulevard des Diablotins, l'avenue du Général de Gaulle, l'avenue du Général Leclerc et de la Digue de la Dives, sauf dérogation particulière ;

VU la demande en date du 8 juillet 2026, présentée par Madame Fanny CASSIGNEUL, représentant le Grand Hôtel de Cabourg, sollicitant l'autorisation de faire circuler des bus de tourisme de la société VALE DO AVE, dans l'éventail de Cabourg afin d'accéder au Grand Hôtel, à partir du 24 août jusqu'au 25 août 2026, du 30 août au 1^{er} septembre 2026, du 6 septembre au 8 septembre 2026, du 13 septembre au 15 septembre 2026, du 20 septembre au 22 septembre 2026, du 27 septembre au 29 septembre 2026, du 4 octobre au 6 octobre 2026, du 11 octobre au 13 octobre 2026, du 25 octobre au 27 octobre 2026, du 1^{er} novembre au 3 novembre 2026,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers et de prévenir tout accident ;

CONSIDERANT que, dans l'intérêt de la commodité de la circulation et de la sécurité des voies publiques, il appartient à l'autorité municipale de réglementer le stationnement et la circulation des véhicules de transports en commun de telle manière que la circulation ne subisse aucun inconvénient appréciable.

A R R E T E :

Article 1 : La société VALE DO AVE est autorisée à faire circuler un bus de tourisme dans l'éventail de Cabourg le temps de la dépose-minute de clients du Grand Hôtel dans les Jardins du Casino, et à faire stationner le bus de tourisme rue Galiléo Galilée, à partir du 24 août jusqu'au 25 août 2026, du 30 août au 1^{er} septembre 2026, du 6 septembre au 8 septembre 2026, du 13 septembre au 15 septembre 2026, du 20 septembre au 22 septembre 2026, du 27 septembre au 29 septembre 2026, du 4 octobre au 6 octobre 2026, du 11 octobre au 13 octobre 2026, du 25 octobre au 27 octobre 2026, du 1^{er} novembre au 3 novembre 2026.

Article 2 : Le bus empruntera le chemin suivant depuis la D400 afin de déposer les passagers au Grand Hôtel de Cabourg : l'avenue de l'Hippodrome, l'avenue Général Leclerc, l'avenue Alfred Piat. La dépose des passagers se fera devant le Grand Hôtel dans les Jardins du Casino.

Le bus stationnera rue Galileo Galilée, sur le parking situé à gauche. Pour s'y rendre, le bus empruntera l'avenue du Commandant Touchard, l'avenue Pasteur, puis la rue Galiléo Galilée.

Afin de récupérer les passagers au Grand Hôtel, le bus empruntera l'avenue Pasteur, et l'avenue Alfred Piat.

Pour repartir le bus empruntera l'avenue du Commandant Touchard, l'avenue Pasteur, l'avenue du Général Leclerc, l'avenue Guillaume le Conquérant, et la D400.

Article 3 : La présente autorisation, en raison de la domanialité publique des lieux, est délivrée à titre précaire et révocable. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 4 : La présente autorisation sera retirée, en cas de non-respect des prescriptions énoncées ci-dessus

Article 5 : Les frais qui résulteraient d'une remise en état de la voie publique seront à la charge du permissionnaire.

Article 6 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au registre des actes administratifs et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 8 : Conformément à l'article R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 9 : Ampliation du présent arrêté pour information et exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGE,
- Madame la Directrice Générale des Services de CABOURG,
- Services Techniques de CABOURG,
- Entreprise.

Fait à Cabourg, le 17 juillet 2026

Pour le Maire et par
dérogation
Le Conseiller Municipal
délégué au civisme et à la
sécurité



Jean-Pierre TOILLIEZ

Le Maire de la Ville de Cabourg ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU l'arrêté 24/706 interdisant la circulation et le stationnement des autocars dans la zone de l'éventail encadrée par le boulevard des Diablotins, l'avenue du Général de Gaulle, l'avenue du Général Leclerc et de la Digue de la Dives, sauf dérogation particulière ;

VU la demande en date du 8 juillet 2026, présentée par Madame Fanny CASSIGNEUL, représentant le Grand Hôtel de Cabourg, sollicitant l'autorisation de faire circuler des bus de tourisme de la société ARZABE ZALLA, dans l'éventail de Cabourg afin d'accéder au Grand Hôtel, à partir du 5 septembre jusqu'au 7 septembre 2026,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers et de prévenir tout accident ;

CONSIDERANT que, dans l'intérêt de la commodité de la circulation et de la sécurité des voies publiques, il appartient à l'autorité municipale de réglementer le stationnement et la circulation des véhicules de transports en commun de telle manière que la circulation ne subisse aucun inconvénient appréciable.

A R R E T E :

Article 1 : La société ARZABE ZALLA est autorisée à faire circuler un bus de tourisme dans l'éventail de Cabourg le temps de la dépose-minute de clients du Grand Hôtel dans les Jardins du Casino, et à faire stationner le bus de tourisme rue Galiléo Galilée, à partir du 5 septembre jusqu'au 7 septembre 2026.

Article 2 : Le bus empruntera le chemin suivant depuis la D400 afin de déposer les passagers au Grand Hôtel de Cabourg : l'avenue de l'Hippodrome, l'avenue Général Leclerc, l'avenue Alfred Piat. La dépose des passagers se fera devant le Grand Hôtel dans les Jardins du Casino.

Le bus stationnera rue Galileo Galilée, sur le parking situé à gauche. Pour s'y rendre, le bus empruntera l'avenue du Commandant Touchard, l'avenue Pasteur, puis la rue Galiléo Galilée.

Afin de récupérer les passagers au Grand Hôtel, le bus empruntera l'avenue Pasteur, et l'avenue Alfred Piat.

Pour repartir le bus empruntera l'avenue du Commandant Touchard, l'avenue Pasteur, l'avenue du Général Leclerc, l'avenue Guillaume le Conquérant, et la D400.

Article 3 : La présente autorisation, en raison de la domanialité publique des lieux, est délivrée à titre précaire et révocable. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 4 : La présente autorisation sera retirée, en cas de non-respect des prescriptions énoncées ci-dessus

Article 5 : Les frais qui résulteraient d'une remise en état de la voie publique seront à la charge du permissionnaire.

Article 6 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au registre des actes administratifs et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 8 : Conformément à l'article R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 9 : Ampliation du présent arrêté pour information et exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGER,
- Madame la Directrice Générale des Services de CABOURG,
- Services Techniques de CABOURG,
- Entreprise.

Fait à Cabourg, le 17 juillet 2026

Pour le Maire et par
délégation

Le Conseiller Municipal
délégué au civisme et à la
sécurité



Jean-Pierre TOILLIEZ

Le Maire de la Commune de Cabourg,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110.2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

j

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU la décision du Maire n°25/205 en date du 17 décembre 2025, établissant le tarif d'occupation privative du Domaine Public Communal,

VU la demande en date du 1^{er} juin 2026, présentée par Monsieur Antoine Peigney, domicilié 1 chemin de la Varin 14810 Gonneville en Auge, sollicitant l'autorisation de stationner 22 véhicules sur le parking de l'église dans le cadre d'un mariage, le 1^{er} août 2026,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les dispositions nécessaires pour assurer les opérations en toute sécurité,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures de Police touchant au stationnement,

A R R E T E :

Article 1 : Le stationnement de tout véhicule, excepté ceux des participants au mariage, sera interdit sur l'ensemble du parking de l'église le 1^{er} août 2026, à partir de 12h00 jusqu'à 17h30.

Article 2 : La présente autorisation, en raison de la domanialité publique des lieux, est délivrée à titre précaire et révocable. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction. En cas d'inexécution dans les délais impartis, l'autorisation sera réputée retirée, sauf reconduction expresse consentie par le Maire.

Article 3 : Le permissionnaire s'acquittera de la redevance fixée selon le tarif établi par la décision du Maire n° 25/205 en date du 17 décembre 2025, soit 0.77€/jour par m². Soit la somme de 211.75 euros (0.77€ x 1 x 275 m²).

Article 4 : La présente autorisation sera retirée, en cas de non-respect des prescriptions énoncées ci-dessus.

Article 5 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 7 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 8: Transmission du présent arrêté pour information et exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGÉ,
- Madame la Directrice Générale des Services de CABOURG,
- Services Techniques de CABOURG,
- Service Financier de CABOURG,
- Le Demandeur.

Fait à CABOURG, le 17 juillet 2026

**Pour le Maire et par délégation
Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité
Jean-Pierre TOILLIEZ**


Le Maire de la Ville de Cabourg,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Collectivités Locales, complétée et modifiée par la loi n° 82 623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 juillet 1983,

VU le Code de la Route et notamment les articles R.110 -1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4,

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I – quatrième partie- signalisation de prescription approuvée par l'arrêté interministériel du 7 Juin 1977 modifiée et complétée,

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, huitième partie- signalisation temporaire approuvée par l'arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée,

VU l'arrêté permanent 23/226 interdisant la circulation et le stationnement de véhicules dont el poids total roulant dépasse 26 tonnes dans la zone de l'éventail incluant le boulevard des Diablotins,

VU la demande en date du 20 juillet 2026, présentée par Madame Marine Moulin, représentant la société TP MOULIN (50071332600030-ZAC des Longchamps 7 rue Jean Mermoz 14400 St Martin des Entrées), afin de livrer des matériaux au 39-41 boulevard des Diablotins, à partir du 27 juillet jusqu'au 7 août 2026,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes,

A R R E T E :

Article 1 : Au droit du chantier et selon son avancement, la circulation des camions de la société TP MOULIN est autorisée boulevard des Diablotins, avenue des Voiliers et avenue de la Brèche Buhot, à partir du 27 juillet jusqu'au 7 août 2026.

Article 2 : Conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière figurant sous le titre « Huitième partie : signalisation temporaire » (arrêté du 6 novembre 1992), la signalisation sera conforme aux prescriptions définies et elle sera matérialisée et maintenue en place sous la responsabilité la société en charge du chantier de jour comme de nuit. L'entreprise sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, de même pour toute autre raison liée au chantier.

Article 3 : Pendant la durée de ces travaux, les ouvrages, échafaudages et autres dépôts de matériaux devront laisser libre accès aux immeubles et aux bouches d'incendies, et permettre l'écoulement des eaux.

Article 4 : Pendant la durée des travaux et à leur achèvement, la société prendra à sa charge de nettoyer quotidiennement les voies de circulation piétonnes et routières aux abords du chantier (terre et de gravats). A défaut, le nettoyage sera effectué et facturé par la

commune. De plus, les frais qui résulteraient d'une remise en état de la voie publique seront à la charge du permissionnaire.

Article 5 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : La publicité dans le périmètre du SPR est interdite.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 8 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 9 : AMPLIATION du présent arrêté sera transmise pour exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de la Ville de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGE,
- Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de CABOURG,
- Les Services Techniques de la Ville de CABOURG,
- L'Entreprise.

Fait à CABOURG, le 23 juillet 2026

Pour le Maire et par délégation
Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité

Jean-Pierre TOILLIEZ



Le Maire de la Ville de Cabourg,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU la décision du Maire n°25/205 en date du 17 décembre 2025, établissant le tarif d'occupation privative du Domaine Public Communal,

VU l'arrêté 26/568 autorisant le stationnement d'un camion de déménagement de la société DEMENAGEMENTS JUMEAU (428 937 346 00032 – 15 rue Hélène Boucher 28630 Gellainville) voie communale résidence Cap Cabourg, le 28 août 2026, à partir de 8h jusqu'à 15h,

VU la nouvelle demande de la société DEMENAGEMENTS JUMEAU afin de changer la date du stationnement au 13 août 2026

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures de Police touchant au stationnement

A R R E T E :

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté 26/568 est modifié comme suit : « Le stationnement de tout véhicule, excepté le camion de déménagement de la société DMENEAGEMENTS JUMEAU, sera interdit sur 3 places de stationnement, voie communale résidence Cap Cabourg, le 13 août 2026 à partir de 8h jusqu'à 15h ».

Article 2 : Les autres dispositions de l'arrêté 26/568 demeurent inchangées.

Article 3 : Transmission du présent arrêté pour information et exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de la Ville de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGÉ,
- Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de CABOURG,
- Les Services Techniques de la Ville de CABOURG,

Fait à CABOURG, le 23 juillet 2026



Pour le Maire et par délégation
Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité

Jean-Pierre TOILLIEZ

Z.A.C Les Portes de l'Océane Ouest
72650 SAINT-SATURNIN
Tél: 02 43 52 17 54
Email: exploitation@tremblaye.com

www.fidem-tremblaye.com

SERVICE TECHNIQUE

14390 CABOURG

A L'ATTENTION DU SERVICE DES AUTORISATIONS
DE STATIONNEMENT

Madame, Monsieur,

Je viens par la présente vous demander une autorisation de stationnement en vue d'effectuer le
déménagement de mon client : Mr MAURIN Philippe

Adresse du déménagement : 294 Rue des Compagnons
14390 CABOURG

Date du déménagement : Du 05/08/2026 (la journée)
Au 05/08/2026 (la journée)

Vous remerciant par avance ;
Bien cordialement,

Fait à CUVERVILLE , le 20/07/2026

Le Maire de la Ville de Cabourg,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU la décision du Maire n°25/205 en date du 17 décembre 2025, établissant le tarif d'occupation privative du Domaine Public Communal,

VU la demande en date du 20 juillet 2026, présentée par Madame Mélanie Rousseau, représentant la société TREMBLAYE DEMENAGEMENTS NORMANDIE (Z.A.C Les Portes de l'Océane Ouest 72650 Saint-Saturnin), afin de stationner un camion de déménagement 294 rue des Compagnons, le 5 août 2026,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures de Police touchant au stationnement

A R R E T E :

Article 1 : Le stationnement de tout véhicule, excepté un camion de la société TREMBLAYE DEMENAGEMENTS NORMANDIE, sera interdit sur 4 places de stationnement, 294 rue des Compagnons, le 5 août 2026.

Article 2 : Le déménagement devra être effectué à la date citée à l'article 1. En cas d'inexécution du déménagement dans ces délais, l'autorisation sera réputée retirée, sauf reconduction expresse consentie par le Maire.

Article 3 : Pendant la durée du déménagement, les ouvrages et autres dépôts de matériaux devront laisser libre accès aux immeubles et aux bouches d'incendies, et permettre l'écoulement des eaux. En aucun cas, la chaussée de la voie communale susvisée ne devra être obstruée de quelque façon que ce soit.

Article 4 : Tous les matériaux devront être enlevés au plus tard à 19 heures afin de dégager la voie publique. Les frais qui résulteraient d'une remise en état de la voie publique seront à la charge du permissionnaire.

Article 5 : Le permissionnaire ne s'acquittera pas de la redevance fixée selon le tarif établi par la décision du Maire n°25/205.

Article 6 : La présente autorisation, en raison de la domanialité publique des lieux, est délivrée à titre précaire et révocable. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 7 : La publicité dans le périmètre du SPR est interdite.

Article 8 : Le permissionnaire assurera la signalisation de son chantier.

Article 9 : La présente autorisation sera retirée, en cas de non-respect des prescriptions énoncées ci-dessus

Article 10 : Les véhicules contrevenant aux prescriptions de cet arrêté municipal et gênant ainsi le bon déroulement du déménagement, pourront faire l'objet d'un enlèvement par le service de la fourrière à la diligence des services de la police municipale, au titre de l'article R 417-10, II 10° du code de la route, aux frais des contrevenants.

Article 11 : Le présent arrêté sera publié au registre des actes administratifs et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 12 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 13 : Transmission du présent arrêté pour information et exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de la Ville de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGER,
- Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de CABOURG,
- Les Services Techniques de la Ville de CABOURG,

Fait à CABOURG, le 23 juillet 2026

**Pour le Maire et par délégation
Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité**

Jean-Pierre TOILLIEZ



Le Maire de la Commune de Cabourg ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU l'arrêté 25/405 réglementant le stationnement dans le cadre des travaux de gros œuvres sur le bâtiment Orange sis 3 boulevard des Belges, à partir du 25 novembre 2024 au 25 juillet 2026 ;

VU la demande en date du 23 juillet 2027, présentée par Madame Emma Ledoux, représentant la société GROUPE LB (906 580 109 00052, 4120B - 737 rue de la Parfonterie 50400 Granville), sollicitant l'autorisation de prolonger l'arrêté 25/405 afin de stationner une zone de stockage sur le parking de la Poste, ainsi qu'une zone de déchargement pour les poids lourds rue Pierre Thieulle, pour des travaux de gros œuvres sur le bâtiment Orange sis 3 boulevard des Belges, à partir du 26 juillet 2026 jusqu'au 31 octobre 2026 ;

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les dispositions nécessaires pour assurer les opérations en toute sécurité ;

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures de Police touchant au stationnement et à la circulation.

A R R E T E :

Article 1 : Pour permettre la manœuvre des porteurs en toute sécurité dans le cadre des travaux au bâtiment Orange, et afin de créer une zone de stockage de matériaux, du 26 juillet 2026 jusqu'au 31 octobre 2026, le stationnement sera interdit sur le parking de la Poste, sur les 10 places de stationnement depuis l'angle de la rue Pierre Thieulle, excepté pour la société GROUPE LB.

Article 2 : Du 26 juillet 2026 jusqu'au 31 octobre 2026, le stationnement de tout véhicule sera interdit rue Pierre Thieulle, sur les 7 places de stationnement situées au droit du bâtiment Orange, excepté pour la société GROUPE LB, qui est autorisée à créer une zone de déchargement pour ses poids lourds.

Article 3 : Du 26 juillet 2026 jusqu'au 31 octobre 2026, dans le cadre des travaux au bâtiment Orange, l'accès au chantier se fera comme suit :

- les poids lourds accèderont à la zone de déchargement situé rue Pierre Thieulle, par l'avenue de la Mer, le boulevard des Belges, puis la rue Pierre Thieulle. Ils repartiront par la rue Pierre Thieulle, puis l'avenue Charles de Gaulle ;
- les porteurs accèderont au chantier via l'entrée située sur le parking de la Poste, par l'avenue de la Mer, et repartiront via cette même avenue.

Article 4 : Pour garantir la sécurité aux abords du chantier, la circulation se fera en sens unique rue Pierre Thieulle, depuis le boulevard des Belges vers le parking de la Poste, du 26 juillet 2026 jusqu'au 31 octobre 2026.

Article 5 : Durant les travaux, la libre circulation des piétons devra être assurée en toute sécurité. Celle-ci sera interdite le long du chantier, boulevard des Belges depuis la Poste jusqu'à l'avenue Thieulle, ainsi qu'avenue Thieulle, entre le boulevard des Belges et le parking de la Poste, à partir du 26 juillet 2026 jusqu'au 31 octobre 2026.

Une déviation du trafic piéton, itinéraire balisé et sécurisé prévu à cet effet, sera installée par la société GROUP LB, et maintenue en place durant toute la durée du chantier.

Article 6 : La présente autorisation, en raison de la domanialité publique des lieux, est délivrée à titre précaire et révocable. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 7 : L'installation de la zone de stockage et de la zone de déchargement des poids lourds sera conforme à la réglementation en vigueur.

Article 8 : Pendant la durée de ces travaux, les ouvrages, échafaudages et autres dépôts de matériaux devront laisser la libre circulation des piétons, l'accès aux immeubles et aux bouches d'incendies, et permettre l'écoulement des eaux.

Article 9 : Le permissionnaire aura la charge de la signalisation de son chantier et sa maintenance de jour comme de nuit, conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière figurant sous le titre « Huitième partie : signalisation temporaire » (arrêté du 6 novembre 1992). Il sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, de même pour toute autre raison liée au chantier.

Article 10 : Pendant la durée des travaux et à leur achèvement, la société prendra à sa charge de nettoyer quotidiennement les voies de circulation piétonnes et routières aux abords du chantier (terre et de gravats). A défaut, le nettoyage sera effectué et facturé par la commune. De plus, les frais qui résulteraient d'une remise en état de la voie publique seront à la charge du permissionnaire.

Article 11 : La publicité dans le périmètre du SPR est interdite.

Article 12 : La présente autorisation sera retirée, en cas de non-respect des prescriptions énoncées ci-dessus.

Article 13 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 14 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 15 : Conformément à l'article R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 16 : Ampliation du présent arrêté pour information et exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGER,
- Madame la Directrice Générale des Services de CABOURG,
- Services Techniques de CABOURG,
- L'Entreprise.

Fait à CABOURG, le 23 juillet 2026



Pour le Maire et par délégation
Le Conseiller Municipal délégué
au civisme et à la sécurité
Jean-Pierre TOILLIEZ

Le Maire de la Commune de Cabourg,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU l'arrêté permanent 23/222 interdisant la circulation et le stationnement des véhicules de 26 tonnes et plus dans l'éventail de Cabourg, sauf dérogation,

VU la décision du Maire n°25/205 en date du 17 décembre 2025, établissant le tarif d'occupation privative du Domaine Public Communal,

VU la demande en date du 20 juillet 2026, présentée par Madame Louane Mogis, représentant la société HEURBIZE PAYS D'AUGE (53959198200027 - 580 route de Rouen 14130 Surville) sollicitant l'autorisation de stationner un camion de 26 tonnes pour des travaux 18 avenue de Troarn, à partir du 24 août jusqu'au 28 août 2026,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les dispositions nécessaires pour assurer les opérations en toute sécurité,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures de Police touchant au stationnement,

A R R E T E :

Article 1 : Le stationnement de tout véhicule, excepté le camion de la société HEURBIZE PAYS D'AUGE, sera interdit 18 avenue de Troarn, à partir du 24 août jusqu'au 28 août 2026.

Article 2 : Les travaux devront être effectués à la date susvisée à l'article 1. En cas d'inexécution des travaux dans ces délais, l'autorisation sera réputée retirée, sauf reconduction expresse consentie par le Maire.

Article 3 : Pendant la durée de ces travaux, la voie publique ne pourra être occupée que sur une surface de 37.50 m². Les ouvrages, échafaudages et autres dépôts de matériaux devront laisser libre accès aux immeubles et aux bouches d'incendies, et permettre l'écoulement des eaux. En aucun cas, la chaussée de la voie communale susvisée ne devra être obstruée de quelque façon que ce soit.

Article 4 : Tous les matériaux devront être enlevés au plus tard à 19 heures afin de dégager la voie publique.

Article 5 : Le permissionnaire s'acquittera de la redevance fixée selon le tarif établi par la décision du Maire n°25/205, soit 0.77€/jour par m². Soit la somme de 144.375 euros (0.77€ x 5 x 37.5 m²).

Article 6 : La présente autorisation, en raison de la domanialité publique des lieux, est délivrée à titre précaire et révocable. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 7 : Le permissionnaire assurera la signalisation de son chantier.

Article 8 : La publicité dans le périmètre du SPR est interdite.

Article 9 : Les frais qui résulteraient d'une remise en état de la voie publique seront à la charge du permissionnaire.

Article 10 : La présente autorisation sera retirée, en cas de non-respect des prescriptions énoncées ci-dessus.

Article 11 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 12 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 13 : Conformément à l'article R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 14: Transmission du présent arrêté pour information et exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGÉ,
- Madame la Directrice Générale des Services de CABOURG,
- Services Techniques de CABOURG,
- Service Financier,
- L'Entreprise.

Fait à CABOURG, le 23 juillet 2026.

Pour le Maire et par délégation
Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité



Jean-Pierre TOILLIEZ

Le Maire de la Ville de Cabourg,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Collectivités Locales, complétée et modifiée par la loi n° 82 623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 juillet 1983,

VU le Code de la Route et notamment les articles R.110 -1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-4,

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I – quatrième partie- signalisation de prescription approuvée par l'arrêté interministériel du 7 Juin 1977 modifiée et complétée,

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, huitième partie- signalisation temporaire approuvée par l'arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée,

VU la demande en date du 21 juillet 2026, présentée par la société Orange (6 place St Clément 76100 Rouen), afin de réaliser une ouverture de chambre dans le cadre de travaux sur la fibre, 66 avenue de la Mer et 1 place Bruno Coquatrix, le 31 juillet 2026, à partir de 8h00 jusqu'à midi,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes,

A R R E T E :

Article 1 : Au droit du chantier et selon son avancement, le stationnement sera interdit et la chaussée sera empiétée, 66 avenue de la Mer et 1 place Bruno Coquatrix, le 31 juillet 2026, à partir de 8h00 jusqu'à midi.

Article 2 : Conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière figurant sous le titre « Huitième partie : signalisation temporaire » (arrêté du 6 novembre 1992), la signalisation sera conforme aux prescriptions définies et elle sera matérialisée et maintenue en place sous la responsabilité la société en charge du chantier de jour comme de nuit. L'entreprise sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, de même pour toute autre raison liée au chantier.

Article 3 : Pendant la durée de ces travaux, les ouvrages, échafaudages et autres dépôts de matériaux devront laisser libre accès aux immeubles et aux bouches d'incendies, et permettre l'écoulement des eaux.

Article 4 : Pendant la durée des travaux et à leur achèvement, la société prendra à sa charge de nettoyer quotidiennement les voies de circulation piétonnes et routières aux abords du chantier (terre et de gravats). A défaut, le nettoyage sera effectué et facturé par la commune. De plus, les frais qui résulteraient d'une remise en état de la voie publique seront à la charge du permissionnaire.

Article 5 : Les véhicules contrevenant aux prescriptions de cet arrêté municipal et gênant ainsi le bon déroulement des travaux, pourront faire l'objet d'un enlèvement par le service de la fourrière à la diligence des services de la police municipale, au titre de l'article R.417-10, II 10° du code de la route, aux frais des contrevenants.

Article 6 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : La publicité dans le périmètre du SPR est interdite.

Article 8 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 9 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 10 : AMPLIATION du présent arrêté sera transmise pour exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de la Ville de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGE,
- Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de CABOURG,
- Les Services Techniques de la Ville de CABOURG,
- L'Entreprise.

Fait à CABOURG, le 23 juillet 2026

Pour le Maire et par délégation

Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité



Jean-Pierre TOILLIEZ

Le Maire de la Commune de Cabourg ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU l'arrêté 24/706 interdisant la circulation et le stationnement des autocars dans la zone de l'éventail encadrée par le boulevard des Diablotins, l'avenue du Général de Gaulle, l'avenue du Général Leclerc et de la Digue de la Dives, sauf dérogation particulière ;

VU la demande présentée par l'association ALFI (59 rue de Provence, 75009 Paris) sollicitant l'autorisation de faire circuler un bus, dans l'éventail de Cabourg, le 30 juillet 2026, à partir de midi jusqu'à 18h00,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les dispositions nécessaires pour assurer les opérations en toute sécurité ;

CONSIDERANT que, dans l'intérêt de la commodité de la circulation et de la sécurité des voies publiques, il appartient à l'autorité municipale de réglementer le stationnement et la circulation des véhicules de transports en commun de telle manière que la circulation ne subisse aucun inconvénient appréciable.

A R R E T E :

Article 1 : L'association ALFI est autorisée à faire circuler et stationner un bus dans l'éventail, le 30 juillet 2026, à partir de midi jusqu'à 18h00.

Article 2 : Le bus empruntera le chemin suivant depuis la D400 afin de déposer les passagers à la Villa du Temps Retrouvé : l'avenue de l'Hippodrome, l'avenue Général Leclerc, l'avenue Alfred Piat, l'avenue Pasteur, l'avenue du roi Pierre 1^{er} de Serbie, et enfin l'avenue du Président Raymond Poincaré. La dépose des passagers se fera à l'emplacement prévu devant la Villa du Temps Retrouvé, avenue du Président Raymond Poincaré.

Le bus stationnera rue Galileo Galilée, sur le parking situé à gauche. Pour s'y rendre, le bus empruntera l'avenue du Président Raymond Poincaré, l'avenue de la libération, l'avenue Pasteur, puis la rue Galileo Galilée.

Afin de récupérer les passagers à la Villa du Temps Retrouvé, le bus empruntera le chemin suivant : l'avenue Pasteur, l'avenue du roi Pierre 1^{er} de Serbie, et enfin l'avenue du Président Raymond Poincaré.

Pour repartir, le bus empruntera l'avenue Raymond Poincaré, l'avenue de la libération, l'avenue Pasteur, l'avenue Alfred Piat, l'avenue du Général Leclerc, l'avenue Guillaume le Conquérant, et la D400.

Article 3 : La présente autorisation, en raison de la domanialité publique des lieux, est délivrée à titre précaire et révocable. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 4 : La présente autorisation sera retirée, en cas de non-respect des prescriptions énoncées ci-dessus.

Article 5 : Les frais qui résulteraient d'une remise en état de la voie publique seront à la charge du permissionnaire.

Article 6 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au registre des actes administratifs et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 8 : Conformément à l'article R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 9 : Transmission du présent arrêté pour information et exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGÉ,
- Madame la Directrice Générale des Services de CABOURG,
- La Villa du Temps Retrouvé,
- Le Demandeur.

Fait à Cabourg, le 23 juillet 2026



**Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité**

Jean-Pierre TOILLIEZ

Le Maire de la Commune de CABOURG,

VU les articles L.2212-1. et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU la demande présentée par Monsieur Rousselin, président de l'association Amicale des Pêcheurs à la Ligne « La Côte Normande », sollicitant l'autorisation d'organiser un concours de pêche sur le parcours du Cœur le 2 août 2026, à partir de 6h00 jusqu'à 18h00,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les dispositions nécessaires pour assurer les opérations en toute sécurité,

ARRETE :

Article 1 : L'association Amicale des Pêcheurs à la Ligne « La Côte Normande » est autorisée à organiser un concours de pêche au parcours du Cœur, le 2 août 2026, à partir de 6h00 jusqu'à 18h00.

Article 2 : La manifestation se fera sous l'entière responsabilité de l'association.

Article 3 : Ces dispositions seront matérialisées réglementairement par les soins et sous l'entière responsabilité de l'Association.

Article 4 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront déferées aux autorités compétentes.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 6 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée pour exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police Nationale de DIVES-SUR-MER ;
- Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGE,
- Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de CABOURG,
- Le service Pôle Logistique de la Commune de CABOURG,
- L'Association

Fait à Cabourg, le 23 juillet 2026



Pour le Maire et par délégation
Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité
Jean-Pierre TOILLIEZ

ARRETE DU MAIRE

Autorisation d'occupation temporaire du domaine public

Le Maire de la ville de Cabourg ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213.1 à L.2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-1 à R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté Municipal en date du 10 avril 2009 réglementant l'occupation du domaine public ;

VU la décision du Maire n°25/205 en date du 17 décembre 2025, établissant le tarif d'occupation privative du Domaine Public Communal ;

VU l'arrêté 26/570 autorisant Monsieur Brandon LE VERD, exploitant un spectacle de marionnettes, à occuper le domaine public dans le parc de l'Aquilon, pour l'implantation d'un chapiteau d'une surface de 56 m² et une remorque, les 11-12-13-18-19-25-26 juillet 2026 et 1-2-8-9-15-16-22-23-28-29 août 2026 ;

VU la demande de Monsieur Brandon LE VERD de retirer l'exploitation des 25 et 26 juillet 2026,

A R R E T E :

Article 1 : L'article 1 de l'arrêté 26/570 est modifié comme suit : « Le permissionnaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public conformément au tarif fixé par la décision du Maire n° 25/205.

Pour l'année 2026, la redevance est calculée comme suit :

- 15 jours d'exploitation & tarif journalier : 37 € ;
- montant total dû : 555 €.

Le règlement sera effectué directement auprès du placier du marché.

Article 2 : Les autres dispositions de l'arrêté 26/570 demeurent inchangées.

Article 3 : AMPLIATION du présent arrêté sera transmise pour exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de la ville de CABOURG
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGE
- Madame la Directrice des Services Généraux de la ville de CABOURG
- L'Entreprise.

Cabourg, le 23 juillet 2026



**Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité
Jean-Pierre TOILLIEZ**

Le Maire de la Commune de Cabourg,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU la demande en date du 21 juillet 2026, présentée par Monsieur Thomas Gaspin, représentant la SIFH GRAND HOTEL DE CABOURG (44011797600090, 5510Z - Promenade Marcel Proust à Cabourg), sollicitant l'autorisation de faire circuler un véhicule sur la Promenade Marcel Proust afin de décharger du matériel, à partir du 27 juillet jusqu'au 29 juillet 2026,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures de Police touchant au stationnement et à la circulation,

A R R E T E :

Article 1 : La SIFH GRAND HOTEL DE CABOURG est autorisée à faire circuler sur la Promenade Marcel Proust un véhicule, à partir du 27 juillet jusqu'au 29 juillet 2026. L'accès à la Promenade Marcel Proust se fera via l'avenue Jean Mermoz.

Article 2 : En cas d'inexécution de la livraison dans ces délais, l'autorisation sera réputée retirée, sauf reconduction expresse consentie par le Maire.

Article 3 : Pendant la durée de la livraison, les ouvrages et autres dépôts de matériaux devront laisser libre accès aux immeubles et aux bouches d'incendies, et permettre l'écoulement des eaux. En aucun cas, la chaussée de la voie communale susvisée ne devra être obstruée de quelque façon que ce soit.

Article 4 : Tous les matériaux devront être enlevés au plus tard à 18 heures afin de dégager la voie publique. Les frais qui résulteraient d'une remise en état de la voie publique seront à la charge du permissionnaire.

Article 5 : La présente autorisation, en raison de la domanialité publique des lieux, est délivrée à titre précaire et révocable. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 6 : La publicité dans le périmètre du SPR est interdite.

Article 7 : Le permissionnaire assurera la signalisation de son chantier.

Article 8 : La présente autorisation sera retirée, en cas de non-respect des prescriptions énoncées ci-dessus

Article 9 : Les véhicules contrevenant aux prescriptions de cet arrêté municipal et gênant ainsi le bon déroulement du déménagement, pourront faire l'objet d'un enlèvement par le service de la fourrière à la diligence des services de la police municipale, au titre de l'article R.417-10, II 10° du code de la route, aux frais des contrevenants.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié au registre des actes administratifs et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 11 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 12 : Transmission du présent arrêté pour information et exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGE,
- Madame la Directrice Générale des Services de CABOURG,
- Les Services Techniques de CABOURG,
- Le Demandeur.

Fait à CABOURG, le 23 juillet 2026

**Pour le Maire et par délégation
Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité**



Jean-Pierre TOILLIEZ

Le Maire de la Commune de Cabourg,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription absolue approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié et septième partie – marques sur chaussées – approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié) ;

VU l'arrêté 26/594 autorisant Monsieur Lemaire Thomas, représentant le commerce LA MAISON DES ARTISANS ET DES CEATEURS (999 161 086 00015 - 3 avenue du Commandant Bertaux Levillain, à utiliser le domaine public pour y installer une zone de vente avenue Bertaux Levillain,

VU la demande en date du 20 juillet 2026, présentée par Madame Corinne Mousseault représentant le commerce LA MAISON DES ARTISANS ET DES CREATEURS (3 avenue du Commandant Bertaux Levillain), sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public au droit de son commerce dans le cadre de l'inauguration de son commerce, 3 avenue du Commandant Bertaux Levillain, le 31 juillet 2026, à partir de 19h0 jusqu'à 23h,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les dispositions nécessaires pour assurer les opérations en toute sécurité,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre les mesures de Police touchant au stationnement,

A R R E T E :

Article 1 : Dans le cadre de son inauguration, le commerce LA MAISON DES ARTISANS ET DES CREATEURS est autorisé à installer des tables au droit de son commerce sis 3 avenue du Commandant Bertaux Levillain, le 31 juillet 2026, à partir de 19h0 jusqu'à 23h.

Article 2 : La manifestation devra être effectuée à la date citée à l'article 1. En cas d'inexécution des travaux dans ces délais, l'autorisation sera réputée retirée, sauf reconduction expresse consentie par le Maire. La présente autorisation, en raison de la domanialité publique des lieux, est délivrée à titre précaire et révocable. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Article 3 : Pendant la durée de la manifestation, la voie publique ne pourra être occupée que sur une surface de 6 m². Le mobilier et autres dépôts de matériaux devront laisser la libre circulation des piétons, l'accès aux immeubles et aux bouches d'incendies, et permettre l'écoulement des eaux. En aucun cas, la chaussée de la voie communale susvisée ne devra être obstruée de quelque façon que ce soit.

Article 4 : Ces dispositions seront matérialisées réglementairement par les soins et sous l'entière responsabilité du Demandeur.

Article 5 : Dès l'achèvement de la manifestation, la chaussée et les trottoirs seront nettoyés de tous déchets. Les frais qui résulteraient d'une remise en état de la voie publique seront à la charge du permissionnaire.

Article 6 : La publicité dans le périmètre du SPR est interdite.

Article 7 : La présente autorisation sera retirée, en cas de non-respect des prescriptions énoncées ci-dessus.

Article 8 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 10 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 11 : Transmission du présent arrêté pour information et exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de CABOURG,
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGE,
- Madame la Directrice Générale des Services de CABOURG,
- Services Techniques de CABOURG,
- Service Financier,
- La Société.

Fait à CABOURG, le 23 juillet 2026

**Pour le Maire et par délégation
Le Conseiller Municipal délégué au
civisme et à la sécurité**



Jean-Pierre TOILLIEZ

Le Maire de la commune de CABOURG ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, et L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417-4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11 ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 ;

VU le Code de la santé publique, notamment les articles R.1336-4 à R.1336-13 relatifs aux bruits de voisinage ;

VU le Code de l'environnement, notamment les dispositions relatives à la lutte contre les nuisances sonores, lorsqu'elles sont applicables.

VU la réglementation sur la sécurité des spectacles de cirque et des chapiteaux qui relève, d'une part, des textes généraux concernant la sécurité dans les ERP (Code Général des Collectivités Territoriales, Code de l'Urbanisme, Code de la Construction et de l'habitation, l'arrêté du 25 juin 1980 portant règlement de sécurité contre l'incendie dans les ERP) et d'autre part, des dispositions particulières relatives aux chapiteaux, tentes et structures (CTS) contenues dans l'arrêté modifié du 23 janvier 1985 ;

VU l'arrêté permanent 24/296 réglementant l'affichage publicitaire sur la commune ;

VU la décision du Maire n°25/205 en date du 17 décembre 2025, établissant le tarif d'occupation privative du Domaine Public Communal ;

VU l'arrêté 26/565 autorisant Monsieur Sony FLEURY à installer le cirque ZAVATTA sur la parcelle cadastrée section AY n° 03, sise 5001 avenue de la Divette à Cabourg, du 22 au 28 juillet 2026 et du 6 au 11 août 2026 inclus.

VU la demande de Monsieur Sony Fleury de modifier les dates d'exploitation,

ARRETE :

Article 1 : L'arrêté 25/565 est abrogé.

Article 2 : Monsieur Sony FLEURY est autorisé à installer le cirque ZAVATTA sur la parcelle cadastrée section AY n° 03, sise 5001 avenue de la Divette à Cabourg, du 24 au 28 juillet 2026 inclus.

Toute implantation en dehors de cet emplacement est interdite.

Article 3 : Le stationnement de tout véhicule est interdit sur la parcelle AY n° 03 pendant les périodes précitées, à l'exception des véhicules des services de secours, des services municipaux et des véhicules affectés à l'exploitation du cirque.

Article 4 : L'exploitation du cirque, hors opérations de montage et de démontage, est autorisée, sans présentation d'animaux, du 24 au 28 juillet 2026.

Toute modification des dates ou des conditions d'exploitation devra faire l'objet d'une autorisation préalable de la commune.

Article 5 : L'exploitant pourra solliciter auprès de la commune les raccordements en eau nécessaires à son activité.

Les frais de branchement et de consommation demeurent à la charge de l'exploitant.

Toute dégradation des réseaux ou équipements communaux constatée à l'occasion de cette occupation fera l'objet d'une remise en état par l'exploitant ou, à défaut, par la commune aux frais de celui-ci.

Aucun branchement électrique ne sera mis à disposition par la commune.

L'exploitant devra disposer de moyens autonomes de production électrique conformes aux normes de sécurité en vigueur.

Article 6 : Préalablement à toute ouverture au public, l'exploitant remettra au service de la Police municipale :

- le formulaire de demande d'occupation du domaine public mentionnant le responsable de l'exploitation ;
- l'extrait à jour du registre de sécurité relatif au chapiteau et aux installations ;
- l'attestation de bon montage ;
- les procès-verbaux de contrôle des installations ;
- l'attestation d'assurance en cours de validité couvrant l'ensemble des installations.

L'ouverture au public demeure subordonnée à la production de ces documents et, le cas échéant, aux avis des services compétents.

Article 7 : L'exploitant demeure seul responsable de tous les dommages pouvant résulter de l'occupation du domaine public ou de son activité.

Il devra être couvert par une assurance garantissant sa responsabilité civile envers la commune, les tiers et les spectateurs.

La Ville de Cabourg ne pourra être tenue responsable des dommages résultant de l'exploitation du cirque.

Article 8 : Les responsables du spectacle ambulant ne pourront déposer aucun objet sur la voie publique ni étendre du linge ou du matériel sur les espaces verts, talus, grillages ou dépendances du domaine public.

Le site devra être maintenu en parfait état de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

L'ensemble des déchets devra être évacué conformément à la réglementation en vigueur.

Aucun animal ne sera admis sur le site ni sur la voie publique dans le cadre de cette autorisation.

Article 9 : L'exploitant prendra toutes les mesures imposées par la réglementation applicable aux établissements recevant du public de type CTS.

Le chapiteau, les gradins, les installations électriques, les équipements de chauffage, les groupes électrogènes et l'ensemble des installations devront être conformes à la réglementation en vigueur.

Les extincteurs et autres moyens de lutte contre l'incendie devront être présents en nombre suffisant, facilement accessibles et maintenus en parfait état de fonctionnement.

Article 10 : Les responsables du spectacle ambulant sont autorisés à procéder à l'affichage publicitaire de leurs spectacles dans la limite de dix-sept panneaux, conformément aux dispositions de l'arrêté municipal en vigueur relatif à l'affichage temporaire.

Les affiches devront être retirées par le bénéficiaire de l'autorisation au plus tard à l'issue de la période d'exploitation, sous peine de poursuites et de facturation des frais d'enlèvement.

Deux affiches supplémentaires sont autorisées à l'entrée de la parcelle cadastrée section AY n° 3.

Les annonces publicitaires diffusées par véhicule équipé de haut-parleurs ou par tout autre dispositif de sonorisation sont autorisées pendant une durée maximale d'une heure par jour, exclusivement entre 10h et 12h ou entre 15h et 18h.

Ces diffusions devront être réalisées à un niveau sonore strictement limité aux besoins de l'information du public et ne devront pas être de nature à porter atteinte à la tranquillité publique ni à créer de nuisance pour les riverains. Elles devront respecter les dispositions du Code de la santé publique relatives aux bruits de voisinage, ainsi que les pouvoirs de police du maire en matière de maintien du bon ordre, de la sûreté, de la sécurité et de la tranquillité publiques.

Toute diffusion sonore est interdite à proximité immédiate des établissements de santé, des établissements d'enseignement et des lieux de recueillement pendant leurs heures d'ouverture ou de fréquentation.

Article 11 : L'exploitant acquittera la redevance d'occupation du domaine public conformément à la décision du Maire n° 25/205 du 17 décembre 2025, soit :

- occupation du domaine public : $281,00 \text{ €} \times 5 \text{ jours} = 1\,405 \text{ €}$;
- consommation d'eau : $4,60 \text{ €} \times 5 \text{ jours} = 23 \text{ €}$.

Le montant total dû s'élève à **1 428 €**

Article 12 : Le régisseur du marché est chargé de l'encaissement des droits de place conformément aux tarifs en vigueur.

Article 13 : L'exploitant supportera sans indemnité les sujétions, contraintes ou interruptions résultant de travaux exécutés par la commune dans l'intérêt du domaine public ou de la voirie.

Article 14 : La présente autorisation est précaire et révoquée à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées à l'arrêté municipal du 10 avril 2009, soit pour non-respect des prescriptions énoncées ci-dessus.

Article 15 : Les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 16 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Cabourg.

Article 17 : Conformément à l'article R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 18 : Ampliation du présent arrêté pour information et exécution à :

- Monsieur le Commandant, Chef de la Circonscription de Police de DIVES SUR MER ;
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale de la commune de CABOURG ;
- Monsieur le Chef du Centre de Secours de PERIERS EN AUGER ;
- Madame la Directrice Générale des Services de la commune de CABOURG ;
- Services Techniques de la commune de CABOURG.

Cabourg, le 27 juillet 2026



**Le Maire
Conseiller départemental du Calvados
Emmanuel PORCQ**

